

0cm

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

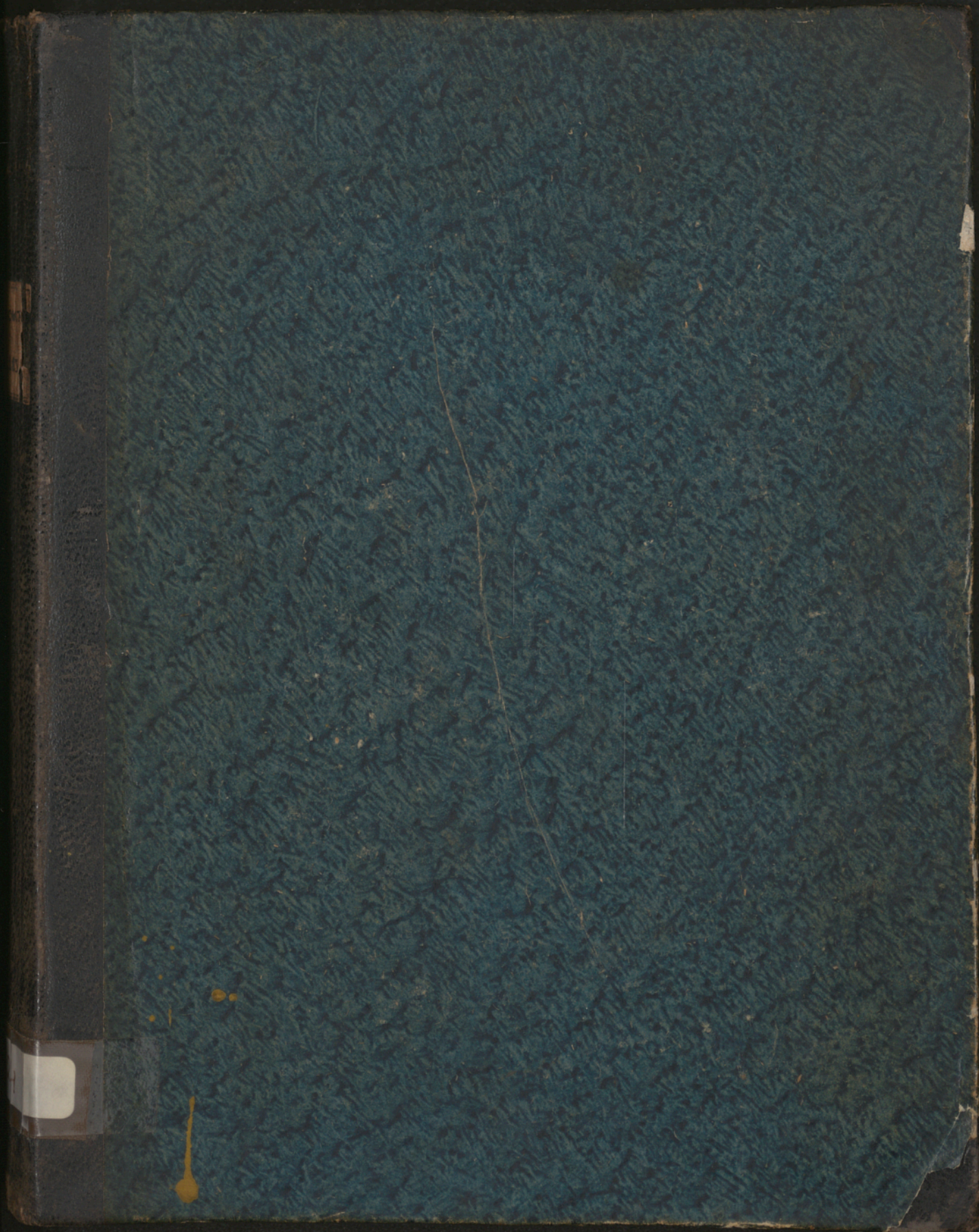
23

2

CONCOUR

DE 1838

Q24





11b
11c

Concours
ouvert devant la Faculté de droit de Paris,
le 16 Janvier 1841.

Nominations.

Résultat de la délibération du Jury.
30 Juin 1841.

Chaire de droit commercial, (Toulouse) vacante par le décès
de M. Ferradou.
1^{er} tour de scrutin.

M. M.	MM. Dufour, suppléant à Toulouse	8 voix.
	Delgers, suppléant à Paris	5.
	Molinier, suppléant à Toulouse	4.
Dufour, professeur à Toulouse.	Cabantous, docteur en droit	1.

2^e tour de scrutin.

MM. Dufour	9.
Molinier	5.
Delgers	4.

Ballottage entre MM. Dufour et Molinier.

MM. Dufour	12.
Molinier	

Chaire de procédure civile, (Poitiers) vacante par le décès
de M. Boncansa, Doyen.

1^{er} tour de scrutin.

MM. Bourbeau, docteur en droit	7 voix.
Massol, suppléant provisoire à Toulouse	4.
Etienné, docteur en droit	3.
Laplace	3.
Cabantous	1.

Bourbeau.
professeur à Poitiers.

2^e tour de scrutin.

MM. Bourbeau	5.
Massol	5.
Etienné	4.
Laplace	4.

Ballottage

MM. Bourbeau	11.
Massol	7.

Chaire de code, (Strasbourg).

MM. Rau, suppléant à Strasbourg	15 voix.
Laplace	3.

Rau.
professeur à Strasbourg.

Suppléance de Paris.

1^{er} tour de scrutin.

	M.M. Colmet d'Age, docteur en droit . . .	5 voix
	Berriat-S ^t Prix, idem . . .	4.
	Vuatrieu, idem . . .	4.
	Gaslonde, suppléant à Dijon . . .	4.
Colmet d'Age, suppléant à Paris.	Eschbach, docteur en droit . . .	1.

2^e tour de scrutin.

M.M.	Colmet d'Age . . .	6.
	Berriat-S ^t Prix . . .	5.
	Vuatrieu . . .	4.
	Gaslonde . . .	4.

Balottage.

M.M.	Colmet d'Age . . .	10.
	Berriat-S ^t Prix . . .	8.

Suppléance de Poitiers.

	M.M. Etienne, docteur en droit . . .	10 voix
Etienne, suppt à Poitiers.	Massol, suppléant prov. à Toulouse . . .	7.
	Ragon, docteur en droit . . .	1.

Suppléance d'Aix.

	M.M. Guis, docteur en droit . . .	15 voix
guis, suppt à Aix.	Cabantous, idem . . .	1.
	Ragon, idem . . .	1.
	Machelard, idem . . .	1.

Suppléance de Dijon.

	M.M. Cabantous, docteur en droit . . .	11.
Cabantous, suppt à Dijon	Gaulet, idem . . .	3.
	Ragon, idem . . .	2.
	Lacourne, idem . . .	1.
	Borviel, idem . . .	1.

Suppléance de Caen.

	M.M. Machelard, docteur en droit . . .	11 voix	} après deux tours de scrutin.
Machelard, suppt à Caen.	Cauvet, idem . . .	7.	



UNIVERSITY OF CALIFORNIA



VARIÉTÉS.

CONCOURS OUVERT DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT.

La première séance publique consacrée aux épreuves orales sur le droit civil français a eu lieu, hier matin, dans la salle des exercices de la faculté. Dès le début, au milieu d'un nombreux auditoire, M. Giraud, président du concours à pris la parole en ces termes :

« Messieurs,

Voici le troisième concours que la sollicitude du chef illustre de l'université a ouvert pendant cette année aux ambitions honorables qui se dévouent à la carrière de l'enseignement du droit. Ces luttes répétées de l'intelligence et du savoir, loin de fatiguer et de décourager les candidats, semblent au contraire imprimer une activité nouvelle à leurs travaux et développer avec plus d'avantages la puissance et le talent des concurrents. C'est ainsi qu'après les concours de Rennes dont l'éclat a été si brillant, nous retrouvons à Toulouse une réunion de docteurs dont la généreuse émulation promet les plus heureux résultats.

C'est que les concours, messieurs, sont intimement liés à la vie universitaire, et qu'à tout prendre, cette voie si périlleuse et si difficile, en apparence, offre au mérite les chances de succès les plus certaines. La vie de l'homme est-elle autre chose qu'un combat ? C'est dans la lutte que l'homme grandit et s'élève ; et la lutte à ciel ouvert qu'offrent les concours publics vaut bien mieux que la lutte sombre et la vie tortueuse dans laquelle trop souvent s'engagent les passions ennemies et les intérêts rivaux.

Cette année sera donc profitable pour la science et pour la prospérité des études du droit ; et il ne sera pas moins important, par le nombre des concurrents et par l'éclat des talents, le concours qui doit compléter la seconde faculté du royaume, héritier de cette noble et antique université de Toulouse qui, fondée dans cette ville savante, au 13^e siècle, compte dans son sein, dès le premier âge, un si grand nombre d'éminents jurisconsultes, qui obtint une si grande renommée que son suffrage fut brigué pendant les démêlés orageux des papes et des rois, et dont la gloire, au 16^e siècle, se confond avec celle des plus illustres réformateurs de la science du droit.

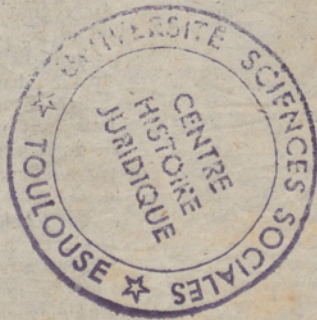
Que dirai-je, Messieurs, des circonstances dans lesquelles se produit ce concours ? Elles ajoutent encore à l'intérêt de ces épreuves. Des trois chaires vacantes auxquelles il s'agit de pourvoir, l'une était remplie par un professeur que la faculté s'applaudit de compter aujourd'hui au rang de ses professeurs titulaires, et dont la promotion, à la suite des plus mémorables concours dont la France garde le souvenir, a couronné le talent et le savoir, en même temps qu'elle a consacré le mérite éminent des rivaux honorés qui disputèrent avec lui la palme du concours et qui peuvent faire hésiter la conscience des juges.

L'un de ces rivaux était M. Vacquier, d'excellente et regrettable mémoire. Je l'ai vu, Messieurs, frappé dans la chaire du concours, comme par un coup de foudre, après un début brillant et du plus heureux augure ; je l'ai vu, trahi par ses forces, tomber en quelque sorte dans l'arène même du combat, en jetant un regard douloureux et triste vers la couronne qui apparaissait à ses yeux. Aux qualités du professeur et du jurisconsulte il joignit le courage et le dévouement du citoyen. L'estime publique le paya généreusement des sacrifices qu'il avait faits à la science et à son pays.

La fin de M. Deloume n'a été ni moins prématurée, ni moins digne de regrets. Son zèle pour l'accomplissement de ses devoirs, son caractère aimable, ses devoirs l'avait rendu cher à ses collègues, son souvenir a les mêmes titres à nos hommages.

Telles sont, Messieurs, les pertes que la faculté de Toulouse doit réparer, dans le concours dont une éminente bienveillance a daigné me confier la direction. Cet honneur insigne, Messieurs, qu'il me soit permis d'en reporter la reconnaissance à la faculté de Toulouse elle-même et aux magistrats respectés qui nous entourent. En m'envoyant siéger dans cette enceinte à côté de mes anciens maîtres, à côté de mes savants et très-honorés collègues, à côté des magistrats qui nous prêtent l'appui de leur prudence et de leur sagesse, le ministre a voulu consacrer par une adhésion solennelle leur bienveillance et ma gratitude qui se confondent ici dans un souvenir touchant.

La justice, Messieurs, trouve elle-même la garantie dans ces diverses circonstances. Le mérite des hommes qu'il s'agit de remplacer, l'importance et la gloire de la faculté de Toulouse, doivent nous rendre exigeants et difficiles. Sans doute, parmi les talents éprouvés qui vont disputer les suffrages de nos consciences, l'université ne peut trouver que des candidats dignes de la consoler des pertes qu'elle vient réparer aujourd'hui ; mais la palme appartient aux plus instruits, aux mieux préparés, et le mérite lui-même des candidats, leur noble confiance, le devoirs de nos charges, tout nous impose l'obligation d'être juste et sévère. Un orateur que je ne nomme pas, quoique son autorité fût grande dans cette enceinte, disait naguère devant la chambre des pairs de France : Le



quelles sont celles qui seraient d'un intérêt assez général pour être élevées au rang des routes royales.

Ministère de l'agriculture et du commerce. — **Administration centrale.** — L'organisation du personnel est prête ; elle donne lieu à la demande d'un crédit général de 511,300 fr., qui sera divisée en 2 parties ; l'une de 496,300 fr., représentant l'organisation définitive, l'autre de 15,000 fr. ayant un caractère éventuel et maintenu pour un état de choses que le temps doit modifier. Quant à présent, et provisoirement, c'est 12,300 fr. à ajouter au crédit du chapitre premier, qui se trouvera ainsi porté à 511,300 fr., et qu'elle propose d'adopter.

La commission émet le vœu qu'en dehors du cabinet du ministre, il n'y ait que 3 directions : celle de l'agriculture et des haras, celle du commerce intérieur et des manufactures et celle du commerce extérieur, avec une division pour la comptabilité.

Le nombre des chefs employés, de 122, descendra à 119 ; les chefs des grandes divisions seront secondés par 16 chefs de bureau, appuyés eux-mêmes sur des employés de divers grades, en nombre suffisant, bien rétribués, et donnant huit heures de travail par jour.

La commission demande que la nomination des directeurs ne soit pas soumise à la sanction royale.

Ecoles vétérinaires et bergeries. — La commission est d'avis de l'adoption d'une augmentation de crédit de 14,000 fr., pour recevoir, dans l'intérêt des études des écoles, dans les établissemens dépendant des écoles d'Alfort, Lyon et Toulouse, les animaux malades, des races bovine et chevaline, afin de développer l'enseignement pratique dans ces écoles ; ces moyens d'étude sur une nature vivante devant tourner au profit de la science.

Elle adopte également un crédit de 10,000 fr., destiné à accroître la dotation des établissemens suivans, savoir :

Rambouillet, 5,000 fr. — Moncavrel, 3,500 fr. — Lahaievaux, 1,500 fr.

Encouragement à l'Agriculture. — La commission adhère au crédit de huit cent trente mille francs, elle engage le ministre à entrer dans la pensée de la chambre, c'est-à-dire de propager en France l'élevage de la race bovine de Durham ; il ne saurait oublier qu'outre la part prélevée annuellement sur le crédit ordinaire de 800,000 fr. pour les acquisitions d'animaux, l'intention de la chambre s'est manifestée par l'addition d'un crédit en quelque sorte spécial de 30 mille francs.

La commission aime à penser, dit l'honorable rapporteur, que l'élevage ne sera pas accru, que la vacherie du Pin conservera son caractère purement expérimental, que des fonds suffisants seront employés en 1844 en achats d'animaux de la race de Durham importés d'Angleterre pour être vendus publiquement et donner ainsi, le plus tôt possible, satisfaction aux pressans intérêts de notre agriculture.

Haras et dépôt d'étalons. — 2,400,000 fr. — La commission croit que certaines améliorations se sont produites dans la production et l'éducation de la race chevaline.

L'état seul peut et doit fournir sur une vaste échelle les types régénérateurs ; l'état seul peut et doit encourager la production par tous les moyens en son pouvoir. L'état ne peut pas, ne doit pas, se livrer à l'élevage, cela est du domaine de l'industrie privée.

M. le ministre de l'agriculture et du commerce, s'identifiant avec la pensée de la commission de 1843, a devancé l'époque pour préparer les modifications à apporter au régime préexistant, et entrant immédiatement dans la voie de la réforme, il a, dès l'année dernière, supprimé complètement l'élevage au haras de Rosières, et l'a notablement réduit au haras du Pin.

Par ce moyen les établissemens se sont enrichis de 100 étalons environ, et réduits de 44 jumens, 27 poulains et pouliches, et 19 chevaux de service. Les 68 jumens restantes se partagent ainsi : 31 à Pompadour, 19 au Pin, 18 au dépôt d'Arles.

Ce dernier dépôt renferme en outre 32 étalons et 38 poulains et pouliches. Le ministre a demandé à conserver les jumens attachées à ce dépôt, dans l'intérêt de la régénération de la race camargue qu'on veut réhabiliter par l'exemple d'un élevage judicieux.

M. le ministre de l'agriculture et du commerce a déclaré que le réglemeut de la monte serait désormais strictement et uniformément exécuté, notamment en ce qui concerne la saillie, qui ne serait plus gratuite à l'avenir.

La commission ne saurait approuver la création d'un nouveau dépôt d'étalons à Lamballe. L'irrégularité de cette création a donné lieu à une autre irrégularité, c'est les traitemens du directeur et d'un agent, ensemble 4,200 fr. destinés à des complémens de traitemens à d'anciens officiers des haras, dont l'économie devait faire retour au trésor, au lieu de servir à solder des dépenses qui n'étaient pas autorisées.

La chambre, consultée, qu'elle votera sur l'adoption et le rejette.

Elle adopte, après discussion, dans le second paragraphe additionnel

M. RICHOND DES BROS adopte.

Adoption de l'art. 2.

La chambre adopte l'

Sur l'article 4, M.

un amendement qui a

l'état.

La séance est levée.

CORRE

CHA

(Pré

A deux heures la s

M. DE LAROCHEJAC

de l'enseignement.

L'ordre du jour est la

latif au chemin de fer

La chambre en est

Gauthier de Rumilly.

un crédit au gouverne

de la voie de fer sur

M. GUTHRIER DE F

rie d'exposé à la

chemins de fer par l'é

le chemin de Lyon et

tion de son amendeme

chemin de fer de l'ar

pagnie fermière, l'au

min de Lyon.

L'orateur reproduit

tions présentées par l'

l'amendement de M. F

de la discussion du ch

M. DE LAMARTINE

tisan de l'exécution co

que les circonstances

considérée par tout le

breux scandales avaient

Les partisans du mon

cession en faveur de l'

sortie de la loi de 18

ne faut pas exclure,

chambre.

Cette loi fait un pa

l'état : leur association

clausifs de l'exécution p

de 1842 réserve à l'ét

les baux à court term

Il est temps enfin d

de plus contraire à la

cette mobilité et cet e

industrie.

M. GARNIER-PAGES

voix ! Non ! Non !

cuper long-temps la c

quelques arguments no

M. de Lamartine, j'ai

que sa fausse interpr

cette loi ? Je assure à

2° donner l'exploitatio

par la loi de 1842, je

en 1842, le maintien

et les baux à court ter

Tous ces avantages,

sant l'état maître de

j'ai encore 300 millie

demande au crédit 4

rails ? Comment faire

millions ! (Rumeurs.)

est facile. Un fait imp

place. (Ecoutez !)

C'est un célèbre banquier

les receveurs généraux

tration sait manier ha

tirer un avantage imm

niens du système de la

ment ce système est ex

léans. Le gouvernement

bien ! ces tarifs ne sont

ils ne le sont pas ; les

minuent selon leurs in

nistres) et vous n'avez

THESES

Res Q24/7

AD TITULUM DIGESTORUM

DE TRANSACTIONIBUS,

QUAS COMPETITORUM DISPUTATIONIBUS SUBJICIET, ET TUERI CONABITUR,
DEO FAVENTE ET AUSPICE DEIPARA,

Pro Cathedrâ de Litibus ordinandis, et Vice-cathedrâ, in consultissimâ
Jurium Facultate Tolosanâ vacantibus,

L. CABANTOUS,

Die Junii xxx, horâ post meridiem secundâ.



TOLOSÆ,

EX TYPOGRAPHIA JOANNIS MATTHÆI DOULADOURE.

M. DCCC. XXXVIII.

JUDICABUNT :

VV. DD. CC.

GARRISSON, Scholarum Juris Inspector generalis, in regiâ Curiâ Tolosanâ Præses, Legionis honoris Eques, *Præses certaminis*.

DELPECH, FERRADOU, LAURENS, BENECH, A. CHAUVEAU, Legionis honoris Eques,	} In consultissimâ Jurium Facultate Tolosanâ. Ante- cessores.	RESSIGEAC, Legionis honoris Eques, in regiâ Curiâ Tolosanâ regius Advoca- tus. PECH, ejusdem Legionis Eques, DEJEAN, DARNAUD,	} In eâdem Curiâ Consiliarii.
--	--	--	----------------------------------

ARGUMENTABUNTUR :

DD.

BRESSOLES, AUZIES, MOLINIER, BEZY, DUFOUR, VAQUIER,	} Juris Doctores. Vicarii antecessores,
--	--

THESES

AD TITULUM DIGESTORUM

DE TRANSACTIONIBUS.

(LIB. II, TIT. XV.)

TRANSACTIO est de re dubiâ et lite incertâ præsentî seu futurâ conventio, aliquo dato, vel retento, vel promisso. Per hoc enim à pacto propriè dicto differt, quòd qui paciscitur, rem certam et indubitatam liberalitate remittit.

Transactionum materia, quamvis generalis sit et ad plerasque causas dirimendas adhiberi queat, tamen non ità multis regulis continetur, quas sequenti ordine digeremus.

Separatim exponemus :

- 1.º Quibus et de quibus rebus transigere liceat, vel non ;
- 2.º Quæ sit forma transactionis ;
- 3.º Quosnam effectus pariat vel erga transigentes, vel erga ceteros ;
- 4.º Ex quibus causis rescindi possit.

CAPUT I.

QUIBUS ET DE QUIBUS REBUS TRANSIGERE LICET, VEL NON.

Quisque suo nomine rectè transigit, si major sit viginti quinque annis et sanam mentem habeat. Nec à minore interposita transactio, statim inutilis est ; potest tantum irrita fieri per in integram restitutionem.

Alieno nomine, veluti tutorio, curatorio vel procuratorio, an et quomodò quis possit transigere, quæstio est multis distinctionibus implicata quæ propositam materiam egrediuntur.

Sufficiat igitur hìc admonere cum Leg. 13 nostri tituli, procuratorem principis, inconsulto principe, transigere prohiberi. Ea autem transactio quæ nomine civitatis fit ab ejus administratoribus, rata manet si de dubiâ lite, non indubitati juris ambitiosâ remissione, intercesserit. (L. 12, Cod. *h. tit.*)

Videamus nunc quænam res transactionem recipiant.

Sicut pacisci, ità transigere de quâcumque re licet, atque adeò de statu ac conditione personæ (Arg. Leg. 10 et 43, Cod. *h. tit.*): nisi leges bonive mores impediunt, aut ipsius transactionis natura obstet.

I. Ex transactionis naturâ descendit, quòd de re judicatâ transigi vetetur, ut potè de re certâ per sententiam effectâ. Sed ità res judicata intelligenda est, quæ jam nullo modo revocari queat. Nam si appellationis vel in integrum restitutionis solemnitate sententia suspensa est aut suspendi potest, transactio valet. Idemque est si, vel firmâ manente sententiâ, lis aliqua subsit, veluti si negetur judicatum esse. Præterea iis tantum res judicata obest quominus transigant, inter quos ea res effectum habet. (Arg. L. 7, § 1, Cod. *h. tit.*)

II. Ex lege aut aliâ simili juris constitutione duæ prohibitiones descendunt:

1.º De criminibus publicis sanguinis poenam non ingerentibus transigere non licet: excipitur tantum falsi crimen, quia magis ad privatorum utilitatem quàm ad rem publicam spectat. Crimina autem capitalia ideo transactionem recipiunt, quòd creditum fuerit ignoscendum esse ei qui de redimendo sanguine certavit: nec mirum si de adulterii crimine, quamvis capitale sit novissimo jure, transigere vetetur; quippè de quo, dum capitale non erat, specialiter caverat lex Julia ne transigi fas esset, quam dispositionem nulla lex ulterior abrogavit.

2.º De alimentis per quamcumque ultimam voluntatem relictis transactionem prohibuit oratio Divi Marci in senatu habita, nisi interpositâ prætoris seu præsidis auctoritate; sed hoc distinctionem recipit, ità ut in alimentis futuris auctoritas magistratûs necessaria sit, non autem

in præteritis. Etenim ea fuit ratio prohibitionis, quòd vitandum esset ne modicâ præsentî pecuniâ totius vitæ superfluae alimenta absumerentur.

Quinam sint autem casus ad quos pertinet oratio Divi Marci, et quotuplex sit objectum cognitionis in hâc re magistratui mandatæ, accuratissimè tractat Ulpianus in Leg. 8 nostri tituli; paucas hinc excerptas regulas obiter notare sufficiet:

a. Oratio pertinet non solùm ad alimenta propriè dicta, sed ad habitationem quoque et alia quæ sub generali nomine alimentorum veniunt: de quibus magistratu auctore vel simul vel separatim, de unoquoque autem nominatim transigendum est.

b. Transactio ea reprobatur ideòque indiget auctoritate, quæ idcirco fit ut quis repræsentatam pecuniam consumat. Igitur valet citra hanc auctoritatem, transactio quæ præstationum tempora arctat ut potè meliorem alimentarii conditionem efficiens et generaliter quæcumque alimenta non intercipit.

c. Prætor præsesve ipsi de transactione faciendâ cognoscere debent, nec ad id jurisdictionem mandare possunt. Ipsa autem inquisitio versatur circa causam, modum et personas. Ex his tribus si vel unum omissum fuit, transactio irrita est; quippè quùm nullius momenti sit transactio citra cognitionem absolutam permissa.

d. Quod datum est ex transactione sine magistratu auctore factâ, quamvis non proficiat ad transactionem, tamen in præterita alimenta imputabitur: quorum in quantitate debitâ si minus sit quàm datum est, repetitio dabitur quatenus locupletior factus fuerit alimentarius.

CAPUT II.

DE FORMA TRANSACTIONIS.

Transactio quæ, ut jam diximus, à pacto differt propter causam absimilem transigendi et paciscendi, omninò ad formam pacti redigitur. Itaque nullam solemnitatem aut verborum aut scripturæ requirit: sufficit enim si de fide contractûs quocumque modo constet; scripturæ quæ probationem rei gestæ continere solet, minimè necessaria est.

Attamen , quod ad effectum spectat , sicut infra proponemus , non levis est momenti qualis fuerit modus conficiendæ transactionis.

Propterea , sicut pacto convento , ita transactioni Aquiliana stipulatio subjici solet , per quam novata prior obligatio de quâ transactum fuerat , acceptilatione dissolvi queat.

Subjungitur quandoquæ et pœnalis stipulatio , ut rescisso fortè pacto , poena ex stipulatu peti possit. (L. 15 , ff *h. tit.*)

Sed hæc omnia ad utilitatem transigentium , non ad substantiam transacti pertinent : transactum enim rectè dicitur , etiamsi Aquiliana stipulatio non fuerit subjecta. (L. 2 , ff *h. tit.*)

CAPUT III.

DE EFFECTIBUS TRANSACTIONIS.

Eadem est auctoritas transactionum quàm rerum judicatarum (L. 20 , Cod. *h. tit.*) ; quumque res inter alios judicatæ aliis nec prosint nec noceant , hinc venit sigillatim disceptandum circa effectus transactionis , quinam sint inter transigentes , quinam erga cæteros.

§ I. De effectu Transactionis inter transigentes.

Transactio , quæcumque sit , de his tantum de quibus inter convenientes placuit , interposita creditur. Lites igitur de quibus non est cogitatum , in suo statu permanent. Cujus cogitationis interpretatio , facti non juris quæstionem habebit. Sed hoc notandum est , in controversiis ex testamento proficiscentibus , non modò ad interpretationem transactionis , verum etiam ut rectè transigatur , necessarias esse inspectionem cognitionemque verborum testamenti. (Arg. L. 6 , ff *h. tit.*)

Ubi semel constat de quo transactum est , ampliùs pœnitentiæ non locus est : procul omni dubio , rei gestæ fidem pars utraque servare debet. Sed si alterutra de conventionem resiliat , videamus quid hinc sequatur.

Distinctionem præcipuam adhibebimus inter eum qui pactus est ne adversus se ageretur , eumque qui ut eâ actione desisteret , aliquid sibi dari fierive pactus est : deindè in utroque , distinguemus diversos

transigendi modos , quorum , ut jam monuimus , magna est circa effectum differentia.

I. De eo qui pactus est ne contra se ageretur , certum est , quamvis nudo pacto transactio constiterit , eum exceptione pacti conventi removere posse actionem de quâ transactum fuit. Apparet igitur , etiam post transactionem , in eo casu , actionem ipso jure superesse , sed eam per exceptionem tolli.

Si verò pacto transactionis stipulatio Aquiliana accesserit , ipso jure liberatio contingit , quùm Aquiliana stipulatio omnimodò omnes præcedentes obligationes novet et perimat. (L. 4 , ff *h. tit.*) Prioris enim obligationis locum excipiens stipulatio , ipsa per acceptilationem perimitur. Undè fit , acceptilatione interveniente , nullam ampliùs actionem superesse : nec actionem ex priorè obligatione quæ per stipulationem perempta est , nec actionem ex stipulatu quæ per acceptilationem periit. — Prætereà iste peculiaris est effectus stipulationis subditæ transactioni , quòd dùm transactio illicitè super judicato intervenit , nec obest actioni rei judicatæ ; judicatum tamen possit in stipulationem adduci perque subsecutam acceptilationem perimi. (Arg. L. 32 , Cod. *h. tit.*)

Hæc plerumque sufficiunt ad securitatem ejus qui paciscitur ne adversùs se agatur. Aliquandò tamen consultius erit poenam quoque stipulari : id enim efficiet ut sit in potestate stipulantis , adversarium aut ad transactionis fidem servandam urgere , aut rescisso pacto , ab eo poenam exigere. Itaque contra pacti promissum agentem aut repellat per liberationem quæ ex Aquilianâ stipulatione et acceptilatione contingit , aut , si malit , ante cognitionem causæ ex integro agendæ , urgebit ad solvendam poenam et ab eo condicet quæ ipse ob transactionem dederat. (Arg. L. 14 et 40 , Cod. *h. tit.*) Poterit et quamvis pacto stet ideòque repellat agentem contra transactum , tamen ab eo exigere poenam : scilicet si eam stipulatus sit , *rato manente pacto*. (Arg. L. 16 , ff. — L. 17 , Cod. *h. tit.*)

II. Videamus , in eo qui ut actione desisteret , aliquid sibi dari fierive pactus est , an fidem sibi servari exigere possit. Et quidem si nudo pacto conventio conclusa est , actionem hinc nancisci manifestè non

potuit. Debebit igitur actionem de quâ transactum erat, si adhuc superest, instaurare, ut contra excipientem de pacto ipse utatur replicatione doli, sicque ad obsequium placitorum adversarium urgeat. (L. 28, Cod. *h. tit.*) Sin autem actio pristina perierit aut tempore, aut quia ipse sibi eam acceptilatione Aquilianâ peremit, jam nullo modo ad exigendam placitorum fidem pervenire potest.

Quapropter prudentius faciet, si pacti desiderium ad stipulationem redegerit: tunc enim omnimodò ex stipulatu actionem habebit.

Remotâ tamen et stipulatione, poterit agere præscriptis verbis, si quid datum factumve fuerit dans causam conventioni, eique vim obligationis ingerens. (Arg. L. 6, Cod. *h. tit.*)

Deniquè sciendum est novissimo jure, ab Arcadio et Honorio illud peculiare introductum fuisse in transactionibus quæ Deo auctore vel per salutem principum confirmatæ fuissent, ut si contrâ fieret ab alterutro transigentium, qui contrâ fecisset et infamiâ notaretur et actione destitutus rerum proprietate omnique transactionis emolumento careret, his omnibus lucro cedentibus alteri, qui intemeratam fidem servaverat. (L. 41, Cod. *h. tit.*)

§ II. *An et qualis est effectus Transactionis extra transigentes.*

Generaliter definiendum est privatis pactionibus non lædi jus cæterorum. Quapropter transactio ab hærede scripto facta, nec testamentum rescindit, nec legatariis manumissive obest quominus ex testamento hæredem scriptum conveniant. (L. 3, ff *h. tit.*) Pari ratione, controversiâ inter legitimum et scriptum hæredem per transactionem finitâ, creditores, ut alterutrum conveniant, non placito transactionis stare coguntur, nisi cum eis quoque facta sit: obtinuit tamen, propter incertum successionis, utrumque, pro parte hæreditatis quam in transactione expresserit, utilibus actionibus conveniendum esse. (L. 14, ff *h. tit.*) Quod minimè obstat quin creditores, si malint, adversus eum quem solum esse hæredem probaverint civilibus actionibus experiantur. Quamvis autem non obsit ulli transactio extra transigentes, si quis agat ex jure ejus quocum transactum fuerit, consequens est ut ei opponi possit exceptio; cujus rei exemplum affert Lex 17, ff *h. tit.*

Transactio inter alios acta, ut aliis non nocet, ita nec prodest. Undè

sequitur, si debitor transegerit de pignore distracto, cum eo qui se legitimum creditoris hæredem esse jactabat, posteaque ex testamento alius hæres apparuerit, verum hæredem non posse transactionis exceptione uti contra debitorem pignoratitiâ agentem, quia non cum eo ipse transegit. (L. 3, § 2, ff *h. tit.*)

Proindè generaliter illud adeò verum est transactionis effectum non personas convenientium transgredi, ut cum quibusdam ex curatoribus sive tutoribus facta, cæteris nulli auxilio sit, quamvis communiter gesserint. (L. 1, Cod. *h. tit.*) Quemadmodum nec obest filiis transactio patris in cujus potestate non erant, de ipsorum re paciscentis. (L. 10, ff *h. tit.*)

CAPUT IV.

DE CAUSIS RESCINDENDÆ TRANSACTIONIS.

In primis sciendum est causas vel lites transactionibus legitimis finitas, nec imperiali rescripto resuscitari posse. (L. 16, Cod. *h. tit.*)

Sunt tamen causæ quædam graviore ex quibus transactio rescindi queat, veluti :

1.º Metus, non cujuslibet periculi, sed salutis discrimen continens ; nec faciliè admittendus si transactio finem accepit ;

2.º Dolus, probatus quidem, non tantum coram testibus allegatus, nec scienti illatus, nec ex hoc solo inducendus quòd qui queritur, spe futuræ successionis transegisset quæ deinceps decepta fuerit ;

3.º Ætas minor viginti quinque annis, sed in iis tantum casibus in quibus ex integro minores restitui solent (Arg. L. 11, Cod. *h. tit.* — *Tot. tit. Cod. Si adversus transactionem.*) ;

4.º Revelatio legitimè facta falsi existentis in iis instrumentis ex quibus transactio inita fuerat ; sed rescinditur tantum transactio in causâ vel parte ex falso instrumento convictâ, quod etiam cessat si de ipsâ quæstione falsi transactio interposita fuisset. Non sufficit autem ad transactionem rescindendam instrumenti noviter reperti allegatio : conceditur solummodò, si id instrumentum ex quo pendebat decisio litis subtrac- tum fuisset ab adversâ parte, aut replicatio doli ad defendendam actionem adhuc superstitem, aut eâ peremptâ, actio de dolo intra constitutum tempus. (L. 19, Cod. *h. tit.*)

QUESTIONES.**I.**

An judicati actio superest, si transactioni post rem judicatam interpositæ Aquiliana acceptilatio accessit? — Censeo judicati actionem peremptam esse.

II.

An de controversiis ex testamento ortis rectè transigitur, non inspectis testamenti verbis? — Respondeo negativè.

III.

Potest-ne, in eodem casu, pactio gratuita rectè intervenire? — Affirmativa magis placet.

IV.

Si transactum fuerit de hæreditate, manet-ne rata transactio post repertam (rem aut quantitatem ex quâ hæreditas augetur? — Rata manet.

V.

An deceptio ultra dimidiam partem justi pretii locum dat rescindendæ transactioni? — Negativè respondendum.

VI.

Licet-ne de alimentis relictis pacisci gratuitò, sine prætoris auctoritate? — Censeo id licere.

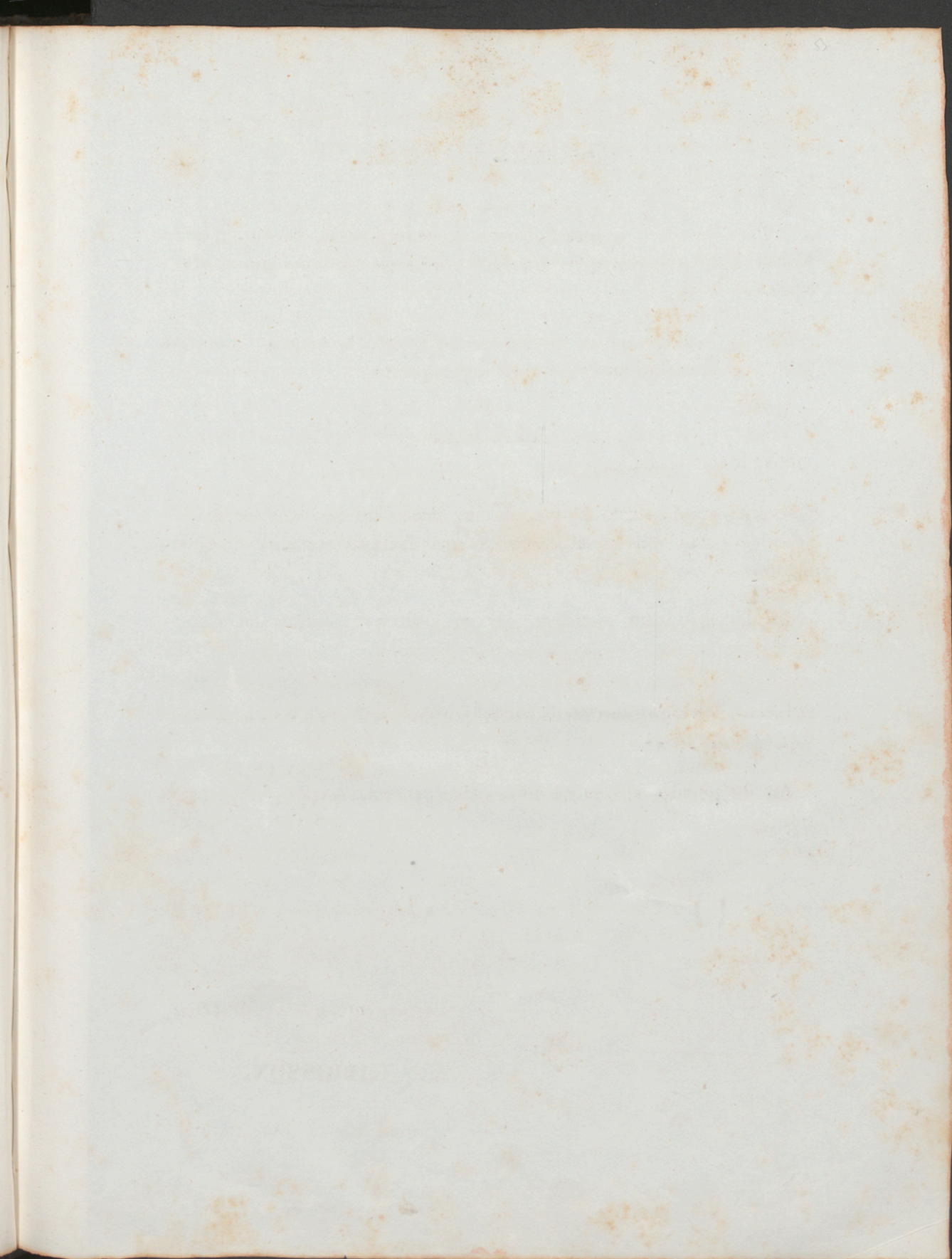
VII.

An de peculio adventitio filii, pater rectè transigit? — Non rectè transigit.

VU :

*Le Président à la Cour royale, chargé
provisoirement des fonctions d'Ins-
pecteur général des écoles de Droit,
Président du concours.*

GARRISSON.



QUESTIONS.

I.
An iudicati actio superest, si transactioni post rem iudicatam inter-
ponitur Aquiliana acceptilatio? — Censio iudicati actionem pe-
reptam esse.

II.

An de controversia ex testamento orta recte transigitur, non im-
petris testamenti verba? — Respondetur negativè.

III.

Potest-ne, in eodem caso, pactio gratuita recte intervenire? — Affir-
mativa magis placet.

IV.

Si transactum fuerit de hereditate, manet-ne rata transactio post
reperitam rem aut quantitatem ex qua hereditas augetur? — Rata
manet.

V.

An acceptio ultra dimidiam partem iusti pretii locum dat rescin-
dende transactioni? — Negativè respondendum.

VI.

Facet-ne de amentis relictis pactio gratuita, sine prætoris auctoritate?
— Censio in æquore.

VII.

An de pecunie adventitio filii, pater recte transigit? — Non rectè
transigit.

VIII.

*Le Président à la Cour royale, chargé
provisoirement des fonctions d'Ins-
pecteur général des écoles de Droit,
Président du concours.*

GARRISSON.

Account of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the



Résultat du Concours.

Chaire de Procédure.

M^r. Rodière 9 voix.

M^r. Dufour 1. voix.

Suppléance.

1.^{er} Tour de scrutin.

M^r. Cabantous 4 voix.

M^r. Molinier 5 voix.

M^r. Massol 1. voix.

2.^{ème} Tour de Scrutin.

M^r. Molinier 6 voix.

M^r. Cabantous 1. voix.



